

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 – AVR. 2026
pris à l'encontre de la société OMNICUIR
dont le siège social est situé 36, rue du Cardinal Roques à Graulhet, de respecter les
prescriptions applicables aux activités de travail du cuir, exploitées à la même adresse.**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le décret du président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et notamment sous la rubrique 2350 relative aux activités de tannerie et de mégisserie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 11 février 1980 portant autorisation délivrée à la société OMNICUIR pour exploiter des installations de tannerie et de mégisserie sur le site sis 36, rue du Cardinal Roques à Graulhet (81 300) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 modifiant les valeurs limites d'émissions des rejets en chrome dans les effluents aqueux de la société OMNICUIR sise 36, rue du Cardinal Roques à Graulhet (81 300) et plus précisément ses articles 3 et 5
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 04 février 2026 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 28 janvier 2026, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 04 février 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations formulées par le demandeur sur ce projet par le courrier en date du 23 février 2026 et prises en compte dans le présent arrêté ;

Considérant lors de la visite en date du 28 janvier 2026 que l'inspectrice des installations classées a constaté les faits suivants :

- la présence de déchets au sol d'une part et d'autre part dans un bassin rempli d'eau de pluie, a été constatée, dans des conditions non compatibles avec la prévention des risques de pollution ;
- l'exploitant n'a pas réalisé le diagnostic de sol de la prescription de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé alors qu'un devis d'un bureau d'étude certifié en sites et sols pollués a été signé en septembre 2025 ;
- les rejets aqueux de l'exploitant ne sont pas conformes aux valeurs de pH de la prescription de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté de prescriptions générales du 5 décembre 2016 susvisé ;
- des articles 3 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société OMNICUIR de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1: Enlèvement des déchets

La société OMNICUIR exploitant une installation de travail du cuir sise 36, rue du Cardinal Roques à Graulhet est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susvisé qui dispose :

« Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs ...) »

Article 2: Respect des valeurs de pH

La société OMNICUIR est mise en demeure, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé qui dispose :

« Les dispositions fixées au B-10 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 février 1980 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- *5,5 < pH < 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;*
- *Température < 30 °C ;*
- *Matières en suspension (MES) < 600 mg/l ;*
- *DCO < 2 000 mg/l ;*
- *DBO₅ < 800 mg/l ;*
- *Chrome < 9 mg/l et < 0,45 kg/j.*

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque les valeurs maximales du flux précitées ne sont pas dépassées et lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. [...] »

Article 3: Diagnostic de sol

La société OMNICUIR est mise en demeure, dans un délai de quatorze mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé qui dispose :

« Dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, la société OMNICUIR réalise un diagnostic de sol afin de rechercher la présence des substances mises en œuvre actuellement ou par le passé. Pour cela, il pourra s'appuyer sur la méthodologie nationale définie dans la note du 19 avril 2017.

Les résultats de cette étude devront être transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de sa réalisation et de la consolidation de son rapport. »

Article 4 : Non respect de la mise en demeure

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne seraient pas satisfaites, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Graulhet pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois (art. R 171-1 du code de l'environnement).

Article 7 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Graulhet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OMNICUIR.

Castres leg - AVR. 2026

Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO